

Assemblée nationale/Déclaration de politique générale du Premier ministre aujourd'hui

Issoze Ngondet à la quête de la confiance des députés

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Conformément à l'article 28a de la Constitution, le Premier ministre, chef du gouvernement, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, se rendra au Palais Léon Mba, cet après-midi, pour décliner les grandes lignes de la politique qu'il entend conduire, sous la direction du président de la République, au cours des prochaines années. Ce, dans le cadre du mandat entamé il y a bientôt deux mois. Son allocution donnera lieu à un débat avant le vote des députés. Ce sera à la faveur d'une séance plénière présidée par le patron des lieux, Richard-Auguste Onouvié.

SELON les dispositions de l'article 28a de la Loi fondamentale, "Dans un délai de quarante-cinq (45) jours au plus, après sa nomination et après délibération du Conseil des ministres, le Premier ministre présente devant l'Assemblée nationale son programme de politique générale qui donne lieu à un débat, suivi d'un vote de confiance. Le vote est acquis à la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale".

C'est dans ce cadre que le Premier ministre, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, sera l'hôte des députés cet après-midi. Ce sera au cours d'une séance plénière que dirigera le président de l'As-



Photo : Wilfried Mbinah

Le président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouvié, et ses collègues, reçoivent...

semblée nationale, l'honorable Richard-Auguste Onouvié. Après l'exposé du locataire de l'immeuble du 2-Décembre, suivront les interventions des élus. Un exercice qui se fait souvent à travers les présidents des groupes parlementaires. Vu qu'il n'y a que le groupe PDG (Parti démocratique gabonais), au pouvoir, on imagine que la conférence des présidents, de ce matin, décidera de la manière dont l'Assemblée pourra susciter le débat prévu par la Constitution. Cet événement intervient dans un contexte plutôt particulier. Cela sur plusieurs plans. D'abord au niveau logistique, l'institution ayant perdu son hémicycle lors des violences qui ont suivi l'annonce des résultats de la dernière Présidentielle. Puis, parce que ce rendez-vous ar-

rive à moins de deux mois de la fin de la Législature actuelle (la XIIe). A pareils moments, les élus ont généralement la tête ailleurs...

Sur un tout autre plan, on notera que la Déclaration de politique générale de l'actuel Premier ministre survient au moment où le pays est encore à la recherche des voies et moyens pouvant l'aider à sortir véritablement de la crise post-électorale aiguë dans laquelle il est encore plongé aujourd'hui. L'idéal étant de réunifier la Nation et y ramener la quiétude et la sérénité.

DIALOGUE NATIONAL • C'est dans cette perspective qu'est née, en plus de la formation d'un gouvernement d'ouverture, l'initiative d'un dialogue national inclusif et



Photo : Bandoma

...le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, dans le cadre de la présentation de sa Déclaration de politique générale.

sans tabou, prise par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Mais aujourd'hui, l'idée n'a pas encore trouvé l'assentiment de tout le monde. Pendant que certains adhèrent, d'autres expriment leur désapprobation, campant sur leur position d'opposants radicaux. Même dans le camp du "oui", il y a des voix qui s'élèvent pour poser des conditions pas toujours facilement accessibles...

A cela il faut ajouter la situation économique qui n'est pas des plus idéales. Loin s'en faut. Le pays connaît une conjoncture difficile essentiellement provoquée par la baisse du prix du baril du pétrole. Ce qui a obéré considérablement les finances publiques et qui tend à réduire la marge de manœuvre du gouvernement. Face à

cette situation, des réformes s'imposent davantage au pays. Le tout est de savoir définir lesquelles seront les plus adaptées, et plus à même de lui permettre de juguler au mieux les difficultés actuelles.

C'est dire que le Premier ministre est très attendu à ce niveau. Surtout au moment où, le front social grogne également. A en juger par le climat délétère qui a prévalu lors de la rentrée scolaire de cette année. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que les mouvements de grève observés actuellement par les principaux syndicats de ce secteur ont profondément brouillé cette rentrée scolaire que d'aucuns, y compris du côté des parents d'élèves, n'hésitent pas à qualifier de "ratée"...

GROGNE SOCIALE • Sans oublier, ce qui s'apparente à une crise de confiance entre le gouvernement et certains établissements privés dans lesquels l'Etat avait orienté des élèves, et qui attendent maintenant que l'Etat honore ses engagements. Au point de conduire ces structures privées à exiger des frais de scolarité aux élèves eux-mêmes, donc à leurs parents. Sur ce chapitre, l'Enseignement supérieur, qui fait face à la pire crise que l'USTM ait connue, n'est pas non plus épargné.

C'est donc dans ce contexte que Franck Emmanuel Issoze Ngondet va solliciter la confiance de l'Assemblée nationale dont certains membres lui reprochent sous cape, d'avoir pris nombre d'initiatives avant cette étape, considérée comme une sorte d'investiture du gouvernement. Ces derniers font allusion à la sortie relative "aux mesures prioritaires" des cent premiers jours...

Alors, devant une telle situation et face à la grogne sociale, synonyme de pression des populations (donc des électeurs potentiels), que vont faire Richard-Auguste Onouvié et ses collègues (surtout ceux du groupe parlementaires du PDG et ses alliés) ? Resteront-ils sur les consignes habituelles du parti ? Le suspense peut-il être permis ? Réponse dans quelques heures.